

Définir notre objectif révolutionnaire et construire collectivement une stratégie adaptée

Ce texte, au-delà, d'être une contribution pour le XLème congrès, a été rédigé dans le souci que chaque militant puisse s'appropriier la question centrale de la stratégie.

Quel objectif révolutionnaire ?

Qui est plus légitime à concevoir un nouveau modèle de société si ce n'est la société elle-même ? C'est pour cela que nous devons apprécier les similitudes et les différences entre celle-ci avec nous-mêmes. Nous devons aussi nous évertuer à ce que la fraction de la société que nous sommes soit représentative de celle-ci, cela signifie que chaque section, chaque cellule doit être ouverte et bienveillante à tous les adhérents, en particuliers les nouveaux, leurs points de vue, leurs identités et leurs modes de vie. Nos réflexions intellectuelles doivent aussi se nourrir de notre empathie, de notre capacité à nous questionner et de se mettre à la place de l'autre, afin d'éviter les réflexions hors sol, symptômes de l'idéalisme, de l'égoïsme, et du repli sur soi.

Cette question est intrinsèquement liée avec celle de la stratégie pour atteindre le communisme, une société sans classe, égalitaire. Si nous sommes tous d'accord au sein du PCF pour parler de communisme comme objectif final, les désaccords concernant notre stratégie et donc nos objectifs intermédiaires à atteindre sont nombreux et variés.

Pour ma part je pense qu'il faut redonner du sens à notre combat en nous donnant nous-même des perspectives révolutionnaires crédibles, en opposition franche à une conception politicienne et sociale-démocrate du parti. Pour atteindre le communisme, c'est d'abord ce futur proche qu'il faut construire ensemble : LE SOCIALISME.

Alors exprimez-vous de toutes vos forces camarades, montrez que vous la voulez LA RÉVOLUTION, n'ayez pas peur de la contradiction !

Comment élaborer une stratégie ?

Prise du pouvoir et dictature du prolétariat

Il y a tout juste 50 ans, dans un contexte de déstalinisation et de prise de distance avec Moscou, le parti communiste français a abandonné le concept de dictature du prolétariat lors du 22ème congrès de 1976. Plus qu'une simple corrélation, je pense que l'on peut considérer cet abandon comme une des nombreuses causes de l'effondrement du PCF dans les années 80.

Il ne s'agit pas de reprendre des termes de manière dogmatique, mais il ne faut pas non plus se priver d'outils tactiques ou stratégiques par idéalisme ou réticence injustifiée. Certains camarades ne sont pas à l'aise à l'idée qu'une révolution ne se fasse pas nécessairement par les urnes. C'est understandable. Mais s'il fallait ne passer que par les urnes, alors pourquoi manifester ou faire grève ? Je pense que le mode d'accession au pouvoir en cas de révolution ne détermine pas mécaniquement l'aspect démocratique ou non du nouveau système mis en place. Par exemple la révolution des œillets, le 25 avril 1974, qui a libéré le Portugal de la dictature salazariste et apporté la démocratie, a débuté par un coup d'État militaire. Que dire de la Révolution française ou de la Libération ?

Je voudrais citer un exemple qui me paraît intéressant de soulèvement armé, la Commune de Paris et la critique que Karl Marx en fait dans Guerre Civile en France (1881) « *Outre qu'elle fut*

simplement le soulèvement d'une ville dans des circonstances exceptionnelles, la majorité de la Commune n'était nullement socialiste et ne pouvait l'être. Avec un tout petit peu de bon sens, elle eût cependant pu obtenir de Versailles un compromis favorable à toute la masse du peuple – seul objectif réalisable à l'époque. À elle seule, la réquisition de la Banque de France eût mis un terme aux rodomontades versaillaises.»

Une chose est certaine c'est que les forces du grand capital se saisiront de chacune de nos faiblesses, erreurs, et ne respecterons pas les règles du jeu. Les exemples ne manquent pas : Élu Président de la République en 1970 après sa quatrième tentative, Salvador Allende a été renversé lors du coup d'État du 11 septembre 1973. Moins de trois mois après le coup d'État de Joseph Mobutu, Patrice Lumumba fût arrêté et plus tard assassiné. Plus proche de nous, en 1993 en Russie, lors de la crise constitutionnelle russe, Boris Eltsine a mené un coup d'État sanglant, allant jusqu'à pilonner et prendre d'assaut le bâtiment abritant le congrès des députés du peuple de Russie. Ce même Boris Eltsine a bénéficié en 1996 lors des élections présidentielles de l'aide des États-Unis d'Amérique pour sa campagne électorale et de fraudes massives pour battre le candidat du parti communiste Guennadi Ziouganov.

En 1847 Friedrich Engels écrivait dans Principes du communisme :

« LA SUPPRESSION DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE EST-ELLE POSSIBLE PAR LA VOIE PACIFIQUE?

Il serait souhaitable qu'il pût en être ainsi, et les communistes seraient certainement les derniers à s'en plaindre. Les communistes savent trop bien que toutes les conspirations sont, non seulement inutiles, mais même nuisibles. Ils savent trop bien que les révolutions ne se font pas arbitrairement et par décret, mais qu'elles furent partout et toujours la conséquence nécessaire de circonstances absolument indépendantes de la volonté et de la direction de partis déterminés et de classes entières. Mais ils voient également que le développement du prolétariat se heurte dans presque tous les pays civilisés à une répression brutale, et qu'ainsi les adversaires des communistes travaillent eux-mêmes de toutes leurs forces pour la révolution. Si tout cela pousse finalement le prolétariat opprimé à la révolution, nous, communistes, nous défendrons alors par l'action, aussi fermement que nous le faisons maintenant par la parole, la cause des prolétaires. »

Pour ma part je pense que nous devons observer une certaine souplesse tactique concernant la prise du pouvoir. Nous sommes je pense d'accord pour affirmer que le SOCIALISME que nous voulons construire est une société démocratique et égalitaire, y compris dans l'économie. Les changements nécessaires à cette révolution devront à un moment ou à un autre s'imposer grâce à un rapport de force construit dans la durée mais dont la tactique ne sera pas définie à l'avance.

Sur la question démocratique, je voudrais citer Fidel Castro en 1964 sur ABC qui répondait à une question de Lisa Howard sur ce sujet :

« Vous avez votre propre idée de la démocratie. Nous avons nos idées sur la démocratie. Par exemple je peux parler des chômeurs, je peux parler des noirs qui vivent au sud des États-Unis et non vous ne pouvez pas leur parler de démocratie. À beaucoup de pauvres aux États-Unis, de malheureux vous ne pouvez pas parler de démocratie. Pour eux la démocratie est un système formel à deux partis tous deux contrôlés par une oligarchie.

A Athènes dans la Grèce antique, vous pouvez voir que chez les grecs ils parlaient de démocratie, et il y avait des dizaines de milliers d'esclaves et pourtant ils parlaient de démocratie.

Vous aux États-Unis, vous avez beaucoup d'intérêts à travers le monde. Vos entreprises obligent à travailler très dur des millions d'hommes en Amérique latine et dans le monde entier. Ils n'ont pas de droits, ils n'ont pas un niveau de vie standard, ils n'ont pas d'éducation, ils n'ont pas accès à l'assistance hospitalière. Et vous dites que vous êtes une démocratie.

Un jour vous comprendrez notre idée de la démocratie »

Nous opposons aussi la liberté formelle, conception bourgeoise, et liberté réelle, conception communiste.

Vous avez le droit de vous exprimer, mais quand les grands médias appartiennent à quelques milliardaires ce sont leur vision du monde qui inonde les oreilles et les yeux des travailleurs.

Vous avez le droit de ne pas vous soumettre à un patron, d'être auto-entrepreneur, commerçant, ou industriel si vous en posséder le capital et le réseau nécessaire, mais vous serez soumis pour les uns aux plateformes de mise en relation client, pour les autres vous serez concurrencé par la grande distribution, des grands groupes, à vos fournisseurs et clients.

La démocratisation réelle des pouvoirs implique un renversement des classes dominantes dont nous devons leur arracher sans compromis tous leurs leviers de pouvoir et privilèges. Ce processus s'appelle la dictature du prolétariat. Il s'agira pour les travailleurs de se réapproprier les moyens de production et d'échange, ainsi que l'État.

Notre méthode

Notre combat ne doit pas se résumer à un simple débat d'idées, détaché des réalités que vivent des millions de travailleurs. Nous devons rejeter toute analyse idéaliste, et veiller à éviter les dérives métaphysiques. Seul l'analyse dialectique sérieuse peut nous conduire à une théorie juste.

Notre théorie révolutionnaire doit d'abord se nourrir de la praxis puis nous devons confronter à travers la praxis ce que nous avons théorisé, puis corriger notre théorie et ainsi de suite. Nous devons MONTRER la validité de notre théorie concrètement à travers un maximum d'exemples pour pouvoir convaincre et METTRE EN MOUVEMENT. Un mouvement qui doit conduire à terme à LA RÉVOLUTION. Nous devons éviter les dérives social-démocrates d'accepter l'achat de la paix sociale par des améliorations qui ne se valent que par elle-mêmes, et gauchistes refusant toutes améliorations en attendant le Grand Soir.

Que faire de nos propositions actuelles ? Elles devront s'inscrire dans le cadre ce que nous aurons défini comme notre théorie révolutionnaire en vue de notre objectif: LE SOCIALISME. Il ne faudra pas hésiter à les améliorer, les modifier, voire les abandonner si nécessaire. N'hésitons pas non plus à être inventif et à en proposer de nouvelles !

D'où partons-nous ?

Notre SOCIALISME à la française sera construit à partir des conditions matérielles et historiques spécifique à notre pays. Les expériences socialistes passées et présentes sont autant d'exemples de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, de bons et de mauvais choix.

Nous pouvons constater aussi que par le passé il existait différentes formes de propriétés collectives, que ce soit en URSS ou en Yougoslavie par exemple, mais aussi en France. Nous pouvons nous en inspirer, en imbriquer, en créer de nouvelles. Le débat est ouvert, et je pense qu'il faut saisir les évolutions de la société pour adapter au mieux les formes de propriétés collectives.

Comprendre le monde et les enjeux de notre époque

A propos de la révolution numérique, le regretté Yann Le Pollotec avait écrit :

"Le travail en réseau permet à la fois de mettre en œuvre de manière inédite la coopération de millions d'intelligences humaines sur un même projet et de développer une concurrence sauvage presque complètement dérégulée. Avec le numérique, le vieux capitalisme industriel traditionnel basé sur le modèle du bien privatif, de la propriété privée, est en train d'agoniser face à un capitalisme de la vente du droit d'usage.

Si la coopération et le libre partage des savoirs et des savoirs-faires est le carburant de la révolution numérique, contrairement le capitalisme se nourrit de l'exploitation et du pillage des fruits de cette révolution, du bien commun numérique, et tire ses profits de leur privatisation. Ainsi la révolution numérique, pose frontalement la question du dépassement de salariat, de la fin de la propriété privée y compris et surtout en termes de propriété intellectuelle, et d'une démocratie complètement renouvelée.

Le potentiel émancipateur de la Révolution numérique

La Révolution numérique offre, à tout humain ayant une connexion internet, la possibilité de participer à la résolution d'un problème petit ou grand, à la constitution de « bien commun » de la connaissance. Ainsi si les problèmes sont mondiaux, leur résolution devient planétaire. L'on passe d'une logique de la centralisation à une logique de coordination mutuelle. La conception, l'innovation et la création sont de plus en plus socialisées tout en permettant une individualisation et une décentralisation de la production de biens et de services. Le numérique et les réseaux fabriquent une économie de contributeurs qui travaillent pair à pair. Le cadre de la création de valeur n'est alors plus l'apanage des seules entreprises, l'utilisateur du numérique et de ses réseaux, en produisant des données et des interactions, crée de la valeur. Ainsi dans le quotidien la frontière entre consommateur et producteur s'estompe dans un contexte de fortes tensions car l'utilisateur non seulement n'est pas ou est mal rétribué pour son travail, mais en plus il doit souvent sous payer les services qu'il contribue à enrichir. Le consommateur-producteur devient un contributeur qui génère du bien commun numérique."

Nouvelles technologies

Le nombre d'objets connectés a explosé et va continuer de croître. La production et l'utilisation de ces objets nécessite de l'énergie, et des matières premières. Produire des puces électroniques grâce à la filière des semi-conducteurs est un enjeu stratégique national, continental, et mondial. La pénurie de composants électroniques entre 2020 et 2023 a mis en lumière cet enjeu. On notera que la moitié des puces électroniques sont produites sur l'île de Taïwan, une des raisons qui pousse par exemple la République Populaire de Chine sur la question taïwanaise à trouver une issue qui lui soit favorable.

La transition écologique fait évoluer la demande en ressources naturelles. L'extraction des métaux et minéraux (par exemple lithium, cobalt, nickel, cuivre, terres rares) nécessaires à constructions des batteries ou d'unité de production bas-carbone comme les éoliennes, les panneaux solaires, ou encore l'uranium utilisé pour la fission nucléaire, supplante progressivement l'exploitation des énergies fossiles.

Si la transparence entre risques et bénéfices est indispensable et démocratique, on ne peut que déplorer que le secteur stratégique du nucléaire civil ait été négligé trop longtemps en France sous la pression des lobbies anti-nucléaires et la complaisance électoraliste d'un certain nombre de hauts responsables politiques. L'entretien et le renouvellement du parc actuel, la maîtrise de la sous-traitance, sont des priorités, tout comme la recherche dans les domaines de la fission et de la fusion nucléaire.

Nous ne voulons pas dépendre des USA ou de la Chine pour le développement de nos filières technologiques.

La production d'énergie est aussi un enjeu critique concernant le développement des intelligences artificielles. Des algorithmes autonomes capables de trouver leurs façons de faire, voire de prendre des initiatives afin de réaliser des tâches, de découvrir et comprendre par eux-même le monde qui leur est accessible. Les applications sont nombreuses : Des grands modèles de langages capable de lire et d'écrire, l'aide au diagnostic médical, la composition musicale, ou bien le guidage de drones

ou missiles malheureusement, etc...

Que dire des recherches récentes sur les prochaines applications de la mécanique quantique ? Sans entrer dans les détails, effectuer une mesure sur un système quantique modifie toujours l'état de ce dernier. Une propriété physique que l'on peut mettre à profit par exemple dans le cadre d'échanges cryptés quantiques, où le seul fait qu'un hacker essaie d'accéder à un message modifie ce dernier et l'on s'en rendrait compte instantanément.

Un système quantique peut admettre plusieurs états à la fois : C'est le principe de la superposition quantique. Une autre propriété physique de la mécanique quantique qui ouvre la voie à l'informatique quantique. En informatique on utilise le système binaire pour faire des calculs, et la largeur des données à traiter est définie dans les caractéristiques techniques (un processeur 32 bits c'est un processeur qui traite des données de trente-deux chiffres binaires de largeur). Quand un processeur classique traite chaque donnée à la fois, un processeur quantique (On parlera ici de Qbits au lieu de bits) peut théoriquement traiter toutes les valeurs en même temps. Ce fonctionnement ne permettra toutefois qu'à certains types d'algorithmes de voir leur vitesse se démultiplier.

L'informatique quantique peut par exemple révolutionner le développement de médicaments, ou bien la résolution de problèmes complexes qui mettraient un temps très long en informatique classique. Bien sûr il faut concevoir des algorithmes adaptés à cette nouvelle manière de faire, et on notera que l'intelligence artificielle pourrait y trouver des débouchés.

De manière générale nous devons nous questionner sur nos rapports avec les technologies, et en quoi elles peuvent ou non améliorer les conditions de vie des êtres humains. Ne tombons pas dans un positivisme béat.

Notre objectif est que la société que nous voulons réponde aux besoins, pas de la production de gadgets plus ou moins inutiles, toxiques ou mauvais pour l'environnement dont l'existence ne se justifie que par l'enrichissement capitaliste d'exploiteurs. L'usage que fait l'Homme des objets qu'il produit se déroule toujours dans le cadre socio-culturel et historique dans lequel il évolue.

Impact du réchauffement climatique et modification de la biodiversité

Si les différentes pollutions locales dues à l'activité humaine ont un impact plus ou moins grave et connu, les conséquences du changement climatique sont globales, bien plus complexes et profondes, autant pour les écosystèmes que sur les sociétés. Causé principalement par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre issus de l'activité humaine, le réchauffement climatique a des implications variés.

Un climat plus chaud accélère la fonte des glaces. Pour vous rendre compte de l'impact de chaque degré supplémentaire, il n'a suffi que 6 degrés de moins pendant la dernière glaciation pour voir la vallée du Grésivaudan où se trouve Grenoble recouverte d'un glacier gigantesque d'un kilomètre de hauteur environ. Les effets du réchauffement climatique sont déjà bien visibles en montagne qui voit la répartition et la diversité de sa faune et sa flore se modifier, et nombre de ses glaciers progressivement faire partie du passé. Si le manque de neige a un impact sur les activités de loisirs, les glissements de terrain, l'érosion des sols, ou les inondations menacent la viabilité des infrastructures en montagne. La modification des paysages de montagne affecte aussi l'alpinisme, certains itinéraires deviennent par exemple trop dangereux à cause entre autre de l'instabilité du terrain. Les conséquences sont trop graves pour laisser la montagne seule face à la course aux profits à court terme.

Qui dit fonte des glaces, dit hausse du niveau de la mer. Sans être uniforme, l'augmentation du niveau moyen des océans est d'environ 20cm depuis plus d'un siècle avec des accélérations depuis les années 80. Localement c'est là-aussi des inondations plus fréquentes, des glissements de terrain plus nombreux, une érosion accélérée des côtes. Mais aussi d'après le BRGM « Salinisation des estuaires et des aquifères côtiers, avec des risques pour les écosystèmes côtiers et les ressources en

eaux souterraines et estuariennes. ». Nous constatons déjà aussi l'accentuation de certains phénomènes météorologiques comme les cyclones tropicaux se formant au-dessus d'océans plus chauds et moins propices à la biodiversité. Déplacés climatiques, destructions d'infrastructures, etc... les conséquences sur les sociétés humaines sont nombreuses.

Ce qui peut être considéré comme une catastrophe ou un défi pour l'avenir, la fonte des glaces dans la région de l'arctique peut être vu de manière cynique comme de futures opportunités militaires, de développement économique comme l'extraction d'hydrocarbures, commerciales avec de nouvelles voies maritimes plus rapides entre l'Asie et l'Europe. Le Groenland, au cœur de ces considérations, possède 10% des réserves mondiales d'eau douce.

Sécheresses plus fréquentes et plus graves, moins de pluies dans certaines zones de la planète, etc... l'accès à l'eau potable sera de plus en plus difficile et l'agriculture devra s'adapter. L'eau est une ressource vitale qui ne peut être privatisé pour les profits de certains et sa gestion un point critique.

Situation en France

À l'aube du XL congrès, le paysage politique français en 2026 est bien différent de celui au moment du choc du second tour des présidentielles de 2002. La polarisation de la vie politique, caricaturé alors en « UMPS » s'est transformé quinze ans plus tard en trois blocs de forces à peu près égales pendant la période de la présidence d'Emmanuel Macron. Un bloc central, libéral économique et sociétal, récupérant les sociaux-libéraux du PS et la droite non conservatrice. Un bloc de gauche qui a vu l'hégémonie sur PS sombrer au profit de LFI. Un bloc conservateur, ou la droite républicaine (ayant survécu plus longtemps que leurs acolytes du PS) a laissé la place à l'extrême droite du RN. Si l'on applique le clivage traditionnel gauche-droite, on constate que la gauche est sensiblement plus faible qu'avant. Les législatives de 2017 sont les pires depuis 1993. 2022 et 2024, malgré le nombres d'élus en large hausse, elles figurent parmi les plus mauvais résultats de l'histoire de la gauche sous la Vème République. Sous la barre des 30 %, la gauche ne progresse plus et elle en est réduit à des alliances de circonstances pour ne pas disparaître.

Au crépuscule du règne d'Emmanuel Macron, la gauche est faible et se cherche des issues politiciennes. L'extrême droite, elle, profite des faiblesses et des absences de la gauche pour s'ancre petit à petit dans les esprits.

2023, l'annus horribilis de la gauche

-La dérive autoritaire du bloc central au pouvoir en France s'est accéléré cette année-là pendant la contre-réforme des retraites. Non content d'un premier mandat au service d'une grande bourgeoisie, experte en évasion fiscale (cela va de soit), le Président de la République est devenu depuis sa réélection une sorte de proto-dictateur. N'étant pas soumis à la sanction électorale après 2 mandats consécutifs, et réélu sur le rejet de l'extrême droite, le Président de la République est en roue libre. C'est avec le plus profond mépris de classe qu'il impose quoi qu'il en coûte, une politique anti-sociale violente, quitte à mettre le pays à genoux et à dérouler le tapis rouge à l'extrême droite. L'absence de vote à l'Assemblée nationale et au Sénat, sur la réforme des retraites, l'utilisation de tout l'arsenal constitutionnel disponible, afin d'empêcher et d'hystériser les débats, sur un sujet qui concerne nos vies, démontre l'autoritarisme de droite de l'exécutif en place.

Le syndicat CGT voulait un vote sur l'article 7 concernant l'allongement à 64 ans au départ à la retraite à taux plein, afin que l'ensemble des députés prennent leurs responsabilités. Le premier parti de gauche, a préféré faire de l'obstruction parlementaire en s'estimant seuls légitimes face au reste du monde.

Cette longue séquence a été difficile pour la gauche, et a profité à l'extrême droite qui a joué le jeu de la modération face à l'échec de la gauche.

- Après le meurtre de Nahel des émeutes ont éclatées dans plusieurs banlieues. Quand certains à gauche attisent le feu depuis leur salon, faisant fi des conséquences pour les personnes concernées,

l'extrême droite joue le jeu de l'ordre sans se mouiller, le travail de répression étant toujours attribué au pouvoir en place. La proposition du PCF d'un Grenelle pour l'égalité des territoires et contre toutes les discriminations afin d'unifier les prolétaires d'où qu'ils viennent, des campagnes ou des banlieues, au lieu de les opposer est pertinente. C'est d'abord par les fermetures des services publics et les baisses de moyens que des territoires sont abandonnés par la République. L'extrême droite a cette fois aussi profité de cette séquence dramatique.

-Le 7 octobre 2023 a été un choc. Les deux antagonistes défavorable aux accords d'Oslo et à la solution à deux États se sont livrés aux pires atrocités. Ce sont les palestiniens qui paient le prix fort de la colonisation et du terrorisme.

Si on peut reprocher la faiblesse dans les réactions du PCF, l'extravagance des interventions de certains responsables LFI n'a fait que cliver l'opinion contre eux et la gauche, alors que le soutien à la lutte du peuple Palestinien est majoritaire dans notre pays. La gauche française est sortie affaiblie et fracturée de cette terrible séquence. Est-ce que l'arrivée de Rima Hassan au parlement européen a changé la vie des palestiniennes et palestiniens ?

Suite aux résultats des élections européennes de 2024, le grand monarque a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. Si la gauche est arrivée en tête, c'est en réalité une victoire à la Pyrrhus. Tout d'abord parce que la gauche n'a pas été capable d'atteindre 30 % des voix et n'a connu le salut que grâce à un front républicain en fin de vie. Ensuite le pouvoir a préféré nier la première place de la gauche en nommant un 1^{er} ministre fidèle au Président de la République.

D'une motion de censure à une autre, le pouvoir ne fait que pointer d'un air narquois l'insignifiance de la gauche. Même quand le gouvernement Barnier est tombé suite à la motion de censure réussie suite au 49.3 déclenché dans le cadre du PLFSS, Macron n'a pas nommé autre chose qu'un fidèle du bloc central.

L'odeur de fin de règne putride d'un pouvoir de plus en plus autoritaire et conservateur sur la carcasse de la Vème République en décomposition attire les mouches réactionnaires qui y pondent leurs larves.

Travail et marchandise

La robotisation croissante, l'essor des intelligences artificielles, sont des facteurs d'augmentation de la productivité comme nous en avons connu pendant la révolution industrielle. De nouvelles solutions pour les capitalistes de freiner temporairement la baisse tendancielle du taux de profit, thèse vérifiée sur le long terme. Sur le principe rien de nouveau. Ces changements vont progressivement bousculer l'organisation du travail, des forces productives. La sécurisation des parcours professionnels et le pouvoir décisionnel dans l'organisation du travail sont donc des enjeux centraux pour les travailleurs.

La proposition du revenu universel qui n'est rien d'autre qu'une rente du capital dont il est la roue de secours, divise les travailleurs et doit être rejeté avec fermeté.

Nous ne pouvons pas accepter que notre patrimoine industriel disparaisse petit à petit, sacrifié sur l'Autel du taux de profit, sans que les responsables ne soient inquiétés car les règles sont ainsi faites. Les règles de l'investissement doivent changer. Et d'autre part les salariés ont leur mot à dire sur l'organisation du collectif de travail, tout comme la gestion des entreprises et sur les décisions stratégiques. Car la démocratie n'est réelle que si elle est appliquée à tous les pouvoirs. Et je pense qu'il faut tout faire pour ouvrir la voie à de profonds changements qui seront bénéfiques pour tous les travailleurs, nos industries, et pour notre pays.

Les capitalistes s'adonnent avec passion à la maximisation du taux de profits, en contournant par exemple le code du travail en faisant appel à des autoentrepreneurs. Si l'autoentrepreneuriat peut

répondre à des aspirations d'indépendance, à retrouver un sens au travail perdu dans des bullshit jobs, l'éclatement des structures de travail et l'individualisme font régresser la conscience de classe. Ce que l'on appelle « ubérisation » du travail, n'est d'autre que la mise en relation client/prestataire par le biais de plateformes numériques prélevant une commission par service. Le phénomène reste cependant marginal et souvent en complément d'une activité salariée.

Dans le fonctionnement d'UBER par exemple, on remarque deux choses maximisant le taux de profit : la première est le statut d'auto-entrepreneur pour les travailleurs. Ce statut permet de baisser les salaires directs et indirects, et de déresponsabiliser la société. La seconde est plus vicieuse...

Regardons quelle est la marchandise pour UberEats :

C'est un service de livraison disponible depuis une application. Le travailleur a besoin de cette application détenue par UBER (et dont la société tire ses profits) pour être en contact avec le client, certes. Mais ce n'est pas tout. Il doit lui-même fournir son propre équipement, et donc une partie des moyens de production (sac de transport de marchandise, ainsi que son vélo ou scooter pour les déplacements car le temps de livraison fait partie du service). Le travailleur, pour vendre sa force de travail, est donc aussi obligé lui-même de fournir du capital pour se faire exploiter. Notons que le moyen de locomotion utilisé peu servir de moyen de déplacement en dehors des heures du travail, comme la voiture ou le vélo d'un salarié.

Nous voulons décider collectivement du pourquoi du comment de la production, sécuriser les parcours professionnels en garantissant une liberté de choix dans le cadre de la satisfaction des besoins de toutes et tous.

Concernant le développement de la cryptomonnaie, je dirai qu'il faut comprendre cet engouement dans le sens d'aspiration à une souveraineté populaire sur l'argent, en dehors des institutions. Si cet engouement est largement relayé dans les milieux libertariens, il faut noter qu'une partie de la gauche s'y intéresse.

Évolution démographique et santé

Dans notre pays, le nombre de personnes par logement est moindre qu'avant. On peut parler du vieillissement de la population, mais aussi du changement de la structure des ménages, en partie due aux séparations, aux enfants qui quittent le foyer. Il y a donc besoin de plus de logements, mais surtout de logement social. Du logement social abordable pour les ouvriers, pour les jeunes, les personnes seules, les jeunes couples, les personnes âgées, etc. Du logement social de bonne qualité, bien isolé thermiquement, ce qui est à la fois bénéfique pour le porte-feuille des ménages et pour l'environnement.

Nous avons besoin de coordination et de coercition pour éviter la formation et la perpétuation de ghettos de riches ou de ghettos de pauvres.

Le vieillissement de la population s'accélère dans notre pays. « Au 1er janvier 2024, la population des 60 ans et plus représente un peu plus d'un quart de la population (27,7 %) contre 19,6 % en 1994 » peut-on lire sur le site de la sécurité sociale. Un vieillissement inégal sur notre territoire, plus marqué dans les zones rurales touchées par l'exode des plus jeunes et maritimes qui attirent les retraités. Un vieillissement qui a des conséquences lourdes sur les différentes politiques publiques d'accompagnement ainsi que sur les dépenses de santé.

Née dans les décombres à peine déblayées d'une France ravagée par la guerre, inscrite dans le programme du Conseil National de la Résistance, la Sécurité Sociale est un chef d'œuvre collectif initié par le ministre du travail de l'époque, Ambroise Croizat, héros de la classe ouvrière.

Désormais la peur de l'avenir a disparu pour des millions de prolétaires qui participent à la gestion de cette institution révolutionnaire, avec pour principe : De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins.

Le financement de notre système de sécurité sociale repose sur les cotisations sociales, une part de

la valeur ajoutée qui est contrôlée par les travailleurs (dont les représentants composaient à l'origine 3/4 des membres du conseil d'administration des caisses primaires de sécurité sociale) pour leurs besoins sociaux. Un conquies de haute lutte du Conseil National de la Résistance à la sortie de la guerre, que la bourgeoisie revancharde veut nous arracher.

Le retour à un contrôle par les travailleurs et la défense de cette institution mérite des efforts exceptionnels et une détermination sans faille.

Féminisme, que faire ?

L'affaire Pelicot est très révélatrice sur certains mécanismes de la culture du viol qui touche toutes les catégories sociales. Les agresseurs ont nié les faits et leur responsabilité, ils ont dénigré la victime. Ils ont chacun à leur manière, construit un récit, d'abord pour violer, et ensuite rejeter leur culpabilité. « hystériques », « tricoteuses » « Regardez-les, c'est des furies ! » ces mots viennent d'un avocat de la défense, Christophe Bruschi, à l'encontre de militantes féministes. Quel est le résultat de l'enquête déontologique ouverte par le barreau de Lyon ? Un avocat ne devrait jamais dire ça.

Si trop d'hommes se permettent ce genre de comportements, cela veut dire qu'il y a un travail énorme pour déconstruire la culture du viol. L'abolition de la prostitution et de la pornographie se comprennent dans ce sens et un rapport respectueux aux autres, au corps, et libéré de toute domination systémique.

Le mouvement MeeToo a libéré la parole des femmes d'abord dans les milieux de pouvoir et médiatiques, puis progressivement a fait évoluer les comportements masculins comme féminins. Il existe des résistances masculinistes chez les personnes âgées, mais aussi chez les moins de 35 ans où le sexisme progresserait même. Si le phénomène « incels » (célibataires involontaires) a été sur-médiatisé en particulier à cause d'attentats horribles et de projets d'attentats, les principaux responsables des féminicides et des viols sont à chercher ailleurs.

La haine n'est pas une perspective supportable dans le temps, il faut trouver comment la déconstruire pour le bien de tous. Les hommes ne doivent pas non plus délaissier la question de la santé mentale, le carcan du conditionnement patriarcal doit éclater. Messieurs, choisissez de construire au lieu de détruire !

D'autres personnes, de part leurs identités font l'objet d'une haine et cibles d'agressions. Personne n'aurait l'idée saugrenue de discriminer les personnes en fonction de leurs préférences culinaires, c'est pourtant encore le cas contre les personnes non hétérosexuelles.

Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises identités, il n'y a que la sédimentation temporaires et plus ou moins longues des constructions sociales.

La question de l'UE

La question de la souveraineté monétaire est centrale concernant les investissements dans les services publics et les entreprises. Il est scandaleux que les États européens doivent s'endetter sur les marchés au lieu de pouvoir directement emprunter à la BCE avec des critères sociaux, écologiques et économiques.

Les transformations institutionnelles et politiques que nous voulons peuvent-elles rentrer dans le cadre actuel de l'UE ? La réponse est clairement non et c'est un constat que l'ensemble des communistes partagent. Personne ne croit non plus que les élections européennes peuvent réformer les institutions. La commission européenne, organe technocratique et non élu, a beaucoup trop de pouvoir. La question est de déterminer comment briser ce cadre, et par quels moyens. Dans tous les cas c'est un plongeon dans l'inconnu qui nous attend, et si l'inconnu vous fait peur alors vous pouvez toujours serrer des gri-gri conservateurs, voir réactionnaires, et abandonner la lutte.

Pour le Frexit? Il ne suffit pas de décréter un Frexit progressiste pour que la réalité s'y conforme, le cas échéant sa nature sera celle de l'aboutissement des conditions matérielles et historiques qui l'aura amené. Quels seront les avantages et inconvénients de cette stratégie dans l'objectif d'appliquer notre politique ? C'est la seule question pertinente à se poser concernant notre attitude vis-à-vis de l'UE. C'est clairement un rapport de force entre la France et l'UE, et dans ce rapport de force nous serons bien inspirés de trouver des alliés qui souhaitent cette transformation. Mais dans tous les cas, seuls ou accompagnés, nous poursuivrons notre politique. Notre souveraineté n'est pas négociable.

Certains camarades rétorqueront que sans l'UE pas d'Airbus, Arianespace, etc... C'est un raisonnement fallacieux car le Frexit n'interdit pas la coopération internationale sur notre continent. On peut citer le cas de la Suisse (membre fondateur de l'Agence spatiale européenne) qui ne fait pas partie de l'UE a pourtant des accords, ou bien de la Norvège, deux pays qui font partie de l'espace Schengen. La France n'a pas attendu l'adhésion du Royaume-uni à la CEE (De Gaulle s'y opposait par ailleurs) pour coopérer à la conception du Concorde.

Si l'espace Schengen a facilité les échanges économiques et de personnes entre pays de l'UE, force est de constater que c'est aussi une aubaine pour les exilés fiscaux, les délocalisation de sièges d'entreprises (en particulier aux pays-bas), mais aussi pour les trafiquants de drogues qui peuvent écouler plus facilement leur marchandises.

Rappelons enfin que grâce à la complicité de la social-démocratie (en France avec le PS, Place Publique de Glucksman, et certains écologistes comme Gwendoline DELBOS-CORFIELD), l'UE avait adopté le 19 septembre 2019 une résolution anticommuniste ouvrant la voie à l'interdiction des partis communistes dans l'UE. En Espagne c'est le Parti Populaire qui s'est appuyé sur cette résolution pour essayer d'interdire le PCE. Raté. En 2021 en Allemagne idem avec le DKP. Rappelons l'interdiction récente du parti communiste en Pologne et la criminalisation de la promotion du communisme en République Tchèque.

L'UE est donc une institution anti-communiste. Réformable vous pensez camarades ?

Quel(s) socle(s) pour les relations entre notre parti et les partis frères en Europe ?

Le PCF fait parti par exemple de la rencontre internationale des partis communistes et ouvriers (Solidnet) En Italie, ce sont trois partis qui y sont présents : Il partito comunista, il partito comunista italiano (2016), et il partito della rifondazione comunista. Ce ne sont pas les seuls partis communistes issus des scissions successives depuis la liquidation du PCI en 1991.

Le DKP en Allemagne fait aussi partie de solidnet, le KKE grec aussi...

Parti de la gauche européenne, European Communist Action, Gauche anticapitaliste européenne, difficile de s'y retrouver pour les communistes en Europe.

Contexte international

L'hégémonie impérialiste étasunienne depuis la chute de l'URSS est de plus en plus contestée. La Chine qui est devenu la seconde puissance économique mondiale en 2010 et ne fait que progresser dans tous les domaines. La création des BRICS se veut une réponse au club du G7, et une recherche d'alternative au dollar américain dans les échanges mondiaux. Nous allons vers une nouvelle manière d'envisager les relations internationales, et dans ce sens nous devons être attentifs aux tenants et aboutissant des nouvelles routes de la soie voulues par Pékin.

La logique de blocs qui s'affrontent et pourtant encore bien ancrée, en témoigne le plus grave conflit post-soviétique, la guerre en Ukraine. L'usage massif de drones, la guerre électronique, entraîne la transparence des champs de bataille, l'abandon des attaques massives, etc... Ce conflit montre sous nos yeux les évolutions des doctrines de guerre, et il est possible que comme la guerre d'Espagne, elle soit une répétition pour un conflit d'une envergure bien plus grave.

La situation est de plus en plus désespérée pour le peuple palestinien, le génocide de Gaza depuis 2023 est toujours en cours, et le gouvernement d'extrême droite raciste et colonialiste pratique le nettoyage ethnique en Cisjordanie qu'il veut annexer. Nous devons couper les relais médiatiques des pro-colons, faire juger les militaires franco-israéliens pour crimes contre l'humanité, faire appliquer des sanctions contre Israël, chose simple quand il s'agit de la Russie. Il faut aussi concentrer nos efforts pour bloquer les produits provenant de la colonisation israélienne en Palestine qui passent par les marchés d'intérêt national ou les centrales d'achats.

Cuba est le phare qui illumine la nuit noire d'un monde en plein bouleversement. Nous avons le devoir moral de nous battre avec le plus haut degré d'engagement face aux attaques contre la souveraineté de ce peuple courageux.

Faut-il que la France se soumette aux USA, pays qui veut définir des règles pour les autres ? Non, nous choisissons Cuba. Nous ne céderont pas notre souveraineté face au chantage de l'impérialisme Yankee. Notre présence dans les Amériques doit refléter notre vision de la coopération internationale, de la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes, et de notre opposition farouche aux impérialismes.

Que dire de la situation République Démocratique du Congo ?

Le pays est une vraie mine d'or, littéralement. En dehors des ressources naturelles et minières comme par exemple le pétrole, le gaz, le lithium, ou les diamants, il faut souligner la présence de 70 % des réserves mondiales de cobalt intégré à la fabrication des batteries lithium-ion se retrouvant dans les ordinateurs portables, smartphones, appareils photos, vélos et voitures électriques, etc...

Le conflit actuel avait débuté fin 2021 début 2022 lorsque le Mouvement du 23 mars (M23) a repris ses activités à l'est de la RDC, riche en ressources minières justement, avec le soutien du Rwanda.

Suite à l'accord de Paix en juin 2025, le secrétaire de l'ONU, António Guterres a déclaré « Cet accord constitue une étape importante vers la désescalade, la paix et la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs »

Sur ce sujet, la voix du Docteur Denis Mukwege est précieuse. Son analyse est moins optimiste et déclare que « diverses dispositions montrent que les graines de la prolongation du conflit sont déjà plantées ». Il déclare aussi le 25 novembre que les processus de Washington et Doha principalement motivés par des intérêts économiques et financiers étrangers, s'inscrivent malheureusement dans la continuité de l'histoire du Congo depuis plus de 150 ans façonnée par des puissances extérieures.

Aujourd'hui force est de constater que le conflit perdure, car seulement une semaine après un nouvel accord de Paix du 4 décembre à Washington entre la RDC et le Rwanda, les rebelles ont pris le contrôle de plusieurs localités dans le Sud-Kivu. La MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en république démocratique du Congo) qui avait entamé un retrait progressif depuis février 2024, a vu sa mission prolongée.

Les ressources minières de la RDC suscitent la convoitise des grandes puissances et fait le malheur de ce pays martyr de la colonisation, du néocolonialisme, des impérialismes. Martyr de millions de morts, de centaines de milliers de femmes violées et du déplacement de millions de congolais.

La France est encore aujourd'hui une puissance coloniale, en plus d'être une puissance impérialiste. La Nouvelle Calédonie ou la Polynésie Française sont par exemple inscrite sur la liste des « territoires non autonomes » selon l'Organisation des Nations unies, bref des pays à décoloniser. Notons que notre parti, contrairement à d'autres, a choisi de laisser les populations locales s'organiser.

La Paix ne peut triompher qu'en abattant les logiques impérialistes et colonialistes.

Un parti à la hauteur de ses ambitions

Notre organisation devra être capable d'être l'outil le plus adapté pour parvenir à notre objectif en assumant notre stratégie.

La première question que nous pouvons nous poser est celle de nos capacités actuelles, ensuite celle de notre capacité d'évolution et enfin notre réactivité tactique.

La formation militante

Notre parti organise depuis une dizaine d'années les stages cadres, les stages de base. La formation à tous les niveaux est un pilier pour un militantisme pertinent, c'est pour cela qu'elle est nécessaire et nous devons continuer l'effort, l'amplifier. La formation contribue aussi à l'épanouissement personnel, l'enrichissement culturel, le partage des savoirs et des pratiques.

Les militants sont aussi invité à se renseigner, se cultiver afin de mieux comprendre les différents enjeux de notre époque, et pour eux-même. Car au-delà de l'aspect stricto-sensu intrinsèquement lié au parti, nous avons tous à y gagner à faire des recherches personnelles pour se cultiver, se former à l'école, au travail, à s'intéresser au monde qui nous entoure, approfondir notre philosophie, etc... Chacun à sa manière !

La question culturelle

Il existe une opposition entre culture populaire qui n'appartient qu'aux peuples, aux prolétaires, et la culture de masse de consommation capitaliste qui nous aliène de notre identité.

Comment déclencher des changements d'habitudes ? Ce n'est pas l'individualisme ou le triomphe de la volonté qui permettrons des changements progressistes durables dans notre société, c'est le partage, la solidarité, l'amour.

S'informer et informer

Il est désespérant que l'Humanité ne relaye quasiment jamais l'activité des partis communistes dans le monde, en particulier en dehors de l'UE. S'il est tout à fait pertinent de parler de Zohran Mamdani à New-York par exemple, nous aimerions avoir des informations concernant le CPUSA. Silence radio sur le parti communiste qui depuis le premier mandat de Trump est passé de 2000 à 20000 adhérents, et a même réussi à faire élire des camarades !

Je remercie à ce sujet le camarade Nicolas Maury pour son travail et les informations qu'il relaye sur son blog.

Sans orga pas de parti !

Depuis le dernier congrès en 2023, la fédération de l'Isère s'est renforcé de plus de 130 adhésions. C'est le résultat d'une doctrine de renforcement se basant sur le triptyque adhésion-accueil-intégration, mise en œuvre par notre pôle orga.

D'une certaine manière l'orga est au parti ce que le système digestif est au corps : On peut flâner au grès de ses humeurs en ville ou à la campagne, lire des textes intéressants, pratiquer intensément tel ou tel sport, mais à un moment donné il va falloir manger. Cela prend du temps et la journée ne fait que 24h, mais il faut le faire sans quoi notre corps va souffrir et finalement mourir au bout d'un certain temps. L'orga est une fonction vitale de notre parti. Le cerveau, lui, reste l'organe complexe qui décide ce qu'on va manger, celui qui supervise la recherche de nourriture.

L'orga ne se limite pas à noter des noms et coordonnées sur COCIEL, c'est une discipline à part entière. Mobiliser des camarades pour une action locale n'est pas la même chose que de les mobiliser pour une action départementale. Faut-il mobiliser toute la section pour chaque action ? De la même manière, avons-nous toujours le temps d'aborder tous les sujets que nous voulons aborder en section ? Il peut s'avérer nécessaire de créer au sein des sections, sur un thème ou concentré sur un territoire des groupes de réflexions et/ou d'action plus restreint. La cellule est une forme connue,

nous pouvons en accepter d'autres du moment qu'elles soient utiles et répondent à un besoin.

Je noterais que ne pas disposer des moyens de communication élémentaires (téléphone portable et mail) constitue à coup sûr un handicap majeur, et qu'en 2026 certaines réticences sont injustifiables.

L'adhésion est une pratique collective. Déléguer aux camarades la charge individuelle de faire adhérer des connaissances sans travail collectif, c'est favoriser groupe d'affinité plutôt qu'un collectif politique. Je le dis pour les sections en difficulté, l'action individuelle ne peut se substituer à l'action collective. Il y a une contradiction à ce qu'une section inactive prétende à faire des adhésions. Attendre de faire des adhésions pour bouger c'est attendre la mort pour vivre. Le soi-disant "manque de force" est une illusion, le renforcement est au bout de l'action ! La régularité de l'action militante est une condition nécessaire au renforcement structurel.

Centralité des pratiques et outils

Notre parti est fort des expériences de millions de communistes à travers l'histoire du PCF. Notre parti dispose de ressources nationales accessibles, chose plus contrastée en fonction des départements, et faiblement au niveau des sections et cellules.

Pourquoi vouloir régulièrement réinventer l'eau tiède ? On a tous des exemples qui nous poussent à faire dans l'urgence, au dernier moment alors qu'on aurait pu anticiper certaines choses. Ces situations rentrent dans le cadre de ce qui s'appelle de mauvaises pratiques.

Centraliser les pratiques et outils permet une réduction des frais par économie d'échelle, et diminue l'énergie dépensée pour un même résultat.

Il n'est cependant pas nécessaire, voir selon les cas néfaste, d'appliquer un centralisme absolu et indiscerné, car certaines spécificités locales sont irremplaçables.

La question de la discipline de parti

Nos congrès, discussions sont des phases qui doivent permettre l'émulation collective dans la critique sérieuse et argumentée de notre bilan collectif. En dehors de ces phases nous devons observer une unité sans faille.

La question de la discipline de parti peut fâcher mais elle est indissociable de celles de la démocratie, du respect et de la tolérance. La discipline de parti ne peut servir de prétexte à faire taire des militants, car la dénonciation de mauvais comportements est un devoir.

Autre aspect, certains adhérents du PCF utilisent leur notoriété ou leur mandat d'élu pour militer contre notre parti et nos décisions collective. Un comportement dégueulasse vis-à-vis des dizaines de milliers de communistes qui militent sans relâche et par tous les temps. La question de la discipline de parti s'impose plus que jamais. Plutôt que d'imposer des règles obsolètes trop contraignantes, clivantes, et pas forcément efficaces, je propose **un principe de non-nuisance** et l'application de sanctions dans le respect de nos statuts si l'adhérent ne veut pas conformer son comportement.

Prendre soin

Notre espace de militantisme doit rester bienveillant et ouvert, et même si le combat est souvent dur et que nous connaissons des difficultés de toutes sortes, il faut lutter contre le cynisme et le défaitisme, tous deux démobilisateurs. Nous avons la responsabilité de nous entraider, de veiller les uns les autres.

Camarades, la route est longue, les obstacles sont nombreux, alors faisons pour le mieux afin d'arriver à destination !

Blog et page Facebook de Perspective Communiste

https://www.editoweb.eu/nicolas_maury/

<https://www.facebook.com/PerspectiveCommuniste>

Cuba :Entretien avec Salim Lamrani au Café Marxiste :

<https://www.initiative-communiste.fr/articles/international/cuba-face-a-lempire-150-ans-de-lutte-lentretien-avec-salim-lamrani-cafe-marxiste/>

Quelques documents issus du travail de nos commissions :

Plan empreinte 2050 :

https://assets.nationbuilder.com/pcf/pages/17965/attachments/original/1701250106/plan_climat_empreinte_2050_WEB_%281%29.pdf?1701250106

« La sécurité d'emploi et de formation : une réponse à la domination des femmes »:

<https://www.economie-et-politique.org/2023/06/24/la-securite-demploi-et-de-formation-une-reponse-a-la-dominance-des-femmes/>

Numéro d'octobre 2025 de TerreMer :

https://assets.nationbuilder.com/pcf/pages/18043/attachments/original/1759129635/TerreMer_2025-10.pdf?1759129635

Liens vers les revues du PCF et du MJCF : https://www.pcf.fr/les_revues